

Unité départementale des Côtes-d'Armor
Rue Hélène Boucher
22190 Plérin

PLERIN, le 05 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Inspection de la Déchetterie de Perros Guirrec

Route de Kerzinan
22700 Perros-Guirec

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement LANNION-TREGOR - COMMUNAUTE -Déchetterie implanté Route de Kerzinan 22700 Perros-Guirec. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LANNION-TREGOR - COMMUNAUTE -Déchetterie
- Route de Kerzinan 22700 Perros-Guirec
- Code AIOT dans GUN : 0005503575
- Régime : Autorisation

La déchetterie de PERROS GUIRREC est exploitée par la Communauté de Communes de Lannion-Trégor-Communauté sur la commune de PERROS GUIRREC.

Suite à l'inspection du 28 octobre 2020, M. Le préfet a mis en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions de son arrêté d'autorisation sur le thème suivant :

- la séparation des déchets dangereux.

L'objectif de l'inspection du 9 juin 2022 consiste à contrôler la mise en conformité de l'exploitation par rapport à l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 10 juin 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.4 - Annexe 1
Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 5.2 - Annexe 1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Stockage des déchets dangereux	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1
Propreté	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.3 - Annexe 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure datant du 10 juin 2021, Lannion-Trégor Communauté s'est mise en conformité par rapport aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Il peut être proposé au Préfet de lever cet arrêté.

L'exploitant dispose d'un délai de 30 jours pour mettre à jour son plan des réseaux de collecte d'eau et pour mettre ses installations électriques en conformité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets dangereux
Prescription contrôlée : La communauté d'agglomération de Lannion Trégor Communauté exploitant la déchèterie de Perros-Guirec, sise Route de Kerzinaan à Perros-Guirec, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 7.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 (rubrique 2710-1) sous 3 mois en séparant les déchets dangereux de tout autre déchet ou objet. Rappel de l'article 7.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 (rubrique 2710-1) <u>Local de stockage :</u> Le local de stockage <u>sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux</u> . Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages). [...]
Constats : L'exploitant a pour obligation de séparer les déchets dangereux des autres déchets pour éviter une contamination de ces déchets. L'exploitant a réalisé des travaux pour séparer le local des déchets dangereux et le local des déchets non dangereux. Il peut être proposé au Préfet de lever l'arrêté de mise en demeure .
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.3 - Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : Les locaux et les différentes aires doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : Les locaux et les aires sont maintenus propres. Les déchets de type polystyrène sont triés et emballés dans des sacs plastiques. Les sacs plastiques remplis sont déposés dans une benne.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.4 - Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications. Objet du contrôle : - justificatif des contrôles des installations électriques.
Constats : L'exploitant a réalisé une surveillance de ses installations électriques le 5 aout 2019 et le 5 octobre 2020. D'après ces rapports, il convient de réaliser des travaux sur une prise de courant et une boîte de dérivation situées au local de dépôt. L'exploitant dispose de 30 jours pour remédier aux défauts constatés dans le rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 5.2 - Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte
Prescription contrôlée : Réseau de collecte Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation. Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon. Objet du contrôle : - le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan) ;
Constats : Le réseau de collecte est de type séparatif : réseau d'eau usée et réseau d'eau pluviale. Pour le réseau d'eau pluviale, les eaux sont acheminées vers un séparateur déshuileurs dont l'exutoire est le milieu naturel. Le plan des réseaux n'est pas à jour. Il fait état des réseaux à aménager et non des réseaux installés. L'exploitant dispose de 30 jours pour présenter à l'inspection un plan à jour des réseaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites